

geant les déplacements à pied ou en bicyclette ou bien il est possible de produire des véhicules avec une forte intensité de main-d'œuvre (comme c'est le cas pour la production de Rolls Royce) mais ces solutions coûtent cher en temps, en commodité et en dollars.

D'un autre côté, si les prix de l'énergie continuent d'augmenter, les industries de l'approvisionnement énergétique seront stimulées et l'emploi connaîtra un certain essor dans ce secteur. On procédera au forage d'un plus grand nombre de puits de pétrole et de gaz, on envisagera la construction d'installations supplémentaires pour le traitement des sables bitumineux et on encouragera la mise en valeur des formes d'énergie pouvant remplacer le pétrole.

La décentralisation des options énergétiques se traduit par des avantages plus régionalisés sur le plan de l'emploi. Dans certaines régions, les avantages d'emploi nets sont clairement positifs parce qu'une industrie s'implante là où il n'y avait aucune activité auparavant. Les conditions économiques locales s'en trouvent améliorées et la croissance locale s'en trouve stimulée. Cependant, quand on considère l'ensemble des effets sur l'emploi au Canada, il est difficile de déterminer l'incidence globale. L'amélioration régionale de l'emploi doit être évaluée en fonction des pertes de revenu réelles si l'industrie décentralisée fournit de l'énergie qui coûte plus cher que l'énergie provenant d'une source centralisée. L'augmentation de l'emploi dans une région ou dans un secteur du marché sera compensée dans une certaine mesure par des pertes d'emplois ailleurs.

L'encouragement du secteur de l'énergie classique a également des incidences locales sur l'emploi lorsqu'un projet de grande envergure est réalisé dans une région qui ne dispose pas d'une population et d'une infrastructure suffisantes pour soutenir le développement. S'il est vrai que l'économie locale bénéficie temporairement de la croissance et de la production de revenus à la suite du projet, il peut également se produire des perturbations graves et coûteuses. Les coûts associés aux demandes de main-d'œuvre soudaines et spécifiques peuvent se répercuter sur l'ensemble du pays au fur et à mesure qu'augmentent la demande et les salaires d'une main-d'œuvre qualifiée. Les demandes dans une région perturbent l'équilibre de la main-d'œuvre et des salaires dans d'autres régions. Il peut également y avoir des incidences sur la qualification de la main-d'œuvre car dans certains corps de métier, la demande peut dépasser l'offre.

La main-d'œuvre n'est pas parfaitement mobile au Canada et tous les travailleurs n'ont pas les qualifications recherchées. Ces deux problèmes contribuent aux perturbations et aux coûts associés aux grands projets énergétiques centralisés. Après la poussée de croissance locale qui accompagne la période de construction

on risque le danger d'une dislocation économique quand la main-d'œuvre spécialisée s'en va. Les contraintes de la demande associées à la centralisation des gros projets peuvent également attiser l'inflation.

L'attrait d'un approvisionnement énergétique décentralisé est évident: on n'a pas à supporter les coûts de main-d'œuvre associés aux gros projets. Par contre, on perd, avec la décentralisation, les économies d'échelle dont bénéficient les grands projets.

En période de récession, les grands projets saine-ment planifiés stimulent l'économie. On peut s'attendre à ce que les usines de traitement des sables bitumineux prévues pour la fin des années 80 compenseront sans doute toute tendance à la récession qui pourrait se manifester pendant cette période et les avantages d'une activité économique améliorée s'étendront sans conteste au marché du travail.

Les politiques d'énergie affectent l'emploi en changeant les caractéristiques des activités du marché. Si on encourage l'exploitation de nouvelles sources d'énergie, on augmente le nombre d'emplois dans ces nouvelles industries mais on tend à modérer l'emploi dans les industries de l'énergie classique. On ne sait donc pas vraiment quel est l'effet net de ces politiques sur l'emploi. De même, les effets des politiques de conservation de l'énergie ne sont pas simples. Les recherches effectuées sur les effets des politiques de conservation sur l'emploi indiquent qu'au début, les gains dans les industries de conservation l'emportent sur les pertes dans les industries de l'énergie. Par contre, le gain net peut se faire sentir dans les emplois à salaire moins élevé. Il n'est pas certain que la croissance à long terme puisse continuer avec une politique rigide de conservation de l'énergie.

Les mesures fiscales destinées à promouvoir l'activité dans l'industrie du pétrole constituent en fait une subvention indirecte qui valorise l'emploi. De même, les encouragements donnés au développement de sources et de technologies d'énergie de remplacement peuvent stimuler l'emploi. La fixation des prix peut avoir le même effet. Les règlements qui maintiennent des prix d'énergie élevés (comme ceux appliqués dans les années 1960 pour l'industrie pétrolière de l'ouest du Canada) ont encouragé la croissance et stimulé l'emploi. Par contre, l'imposition de prix de l'énergie peu élevés peuvent entraîner une baisse de l'activité et donc de l'emploi dans le secteur de l'énergie.

La politique gouvernementale en matière d'emploi doit intervenir pour accentuer la souplesse du marché du travail. Mieux la main-d'œuvre sera préparée à répondre à des prix plus élevés de l'énergie, à des approvisionnements plus abondants en énergies de remplacement et à des technologies efficaces sur le plan